



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**FÉDÉRATION SUD ÉDUCATION**

[WWW.SUDEDUCATION.ORG](http://WWW.SUDEDUCATION.ORG)  
[FEDE@SUDEDUCATION.ORG](mailto:FEDE@SUDEDUCATION.ORG)



Paris, le 23 septembre 2024

## **UN NOUVEAU GOUVERNEMENT TOUJOURS PLUS RÉACTIONNAIRE, XÉNOPHOBE ET LIBÉRAL**

Annoncé ce samedi 21 septembre, le nouveau gouvernement formé par Michel Barnier donne une importance sans précédent à l'aile la plus réactionnaire de la droite. Les nominations du côté de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et la Recherche illustrent la volonté de poursuivre et d'accentuer une politique qui ne cesse de s'attaquer aux bases d'une école publique égalitaire, équitable et inclusive.

**À l'école et à l'université, de nouveaux ministres pour une politique toujours plus néolibérale et conservatrice**

Si le gouvernement prétend faire de l'Éducation nationale une priorité, la nouvelle ministre Anne Genetet, ne possède aucune expertise dans ce domaine. À ses côtés, Barnier et Macron ont décidé de nommer comme ministre délégué à la Réussite scolaire et à l'enseignement professionnel, Alexandre Portier notamment connu pour son soutien à l'enseignement privé, à la rémunération des

enseignant·es au mérite et pour ses propos conservateurs. Ces nominations illustrent le renforcement de la politique néolibérale et réactionnaire d'Emmanuel Macron en matière d'éducation. Celui-ci refuse de reconnaître sa défaite, pourtant indéniable : lors des élections législatives comme lors de la mobilisation contre le « choc des savoirs », les personnels ont rejeté sa politique éducative.

Ces dernières années, cette politique a non seulement fortement dégradé les conditions de travail des personnels (augmentation de la charge de travail, allongement des horaires, démantèlement des collectifs de travail), mais elle a également participé à maltraiter les élèves (par la réforme du “choc des savoirs” qui participe au tri social des élèves ou encore par des campagnes islamophobes et sexistes).

Alors que les discussions sur le budget 2025 vont commencer à l'Assemblée nationale, ces nominations apparaissent comme une nouvelle provocation contre l'école et ses personnels. L'école doit être réparée, c'est pourquoi, au lieu de fermetures de classes, de suppressions de postes et de mesures de tri social, l'école a besoin de moyens humains et financiers.

Dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, la nomination de Patrick Hetzel annonce la ligne : rapporteur de la Commission du débat national “Université-Emploi” puis rédacteur de la LRU en 2007, il est l'un des artisans farouches des réformes libérales du processus de Bologne, qui vise à soumettre l'université aux intérêts du marché afin de professionnaliser (sur argent public) les étudiant·es comme futur·es travailleurs·euses. Les futurs chantiers autour du budget et de l'acte 2 de l'autonomie des universités constitueront des premières attaques

contre le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Comme député, Patrick Hetzel est l'auteur d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'entrisme idéologique et aux "dérives islamo-gauchistes" dans l'enseignement supérieur. Cette offensive s'inscrivait dans la lignée de celles de F. Vidal et Jean-Michel Blanquer, dans un contexte de campagne plus large menée par la presse conservatrice et des officines néo-conservatrices et d'extrême-droite. Elles ont été alors combattues par l'ensemble des organisations syndicales, les personnels et les étudiant·es, elles le seront de nouveau.

Le ministre de la Fonction publique, quant à lui, issu d'un célèbre cabinet de conseil, semble vouloir poursuivre la casse du service public initiée par Stanislas Guerini en expliquant vouloir "simplifier à tous les étages", c'est-à-dire s'attaquer frontalement aux statuts et aux carrières des personnels.

### **Un gouvernement qui s'illustre par une avancée des idées d'extrême droite, lgbtiphobes et xénophobes**

Emmanuel Macron et Michel Barnier ont nommé des ministres des plus conservateur·rices, s'illustrant par leurs positions ou propos réactionnaires, LBGTIphobes et xénophobes : leur proximité avec l'extrême droite illustre la volonté de Macron de construire des alliances avec les autres partis de droite tout en s'assurant du soutien du Rassemblement national au gouvernement.

Participations à la "Manif pour tous" contre le mariage des personnes LGBTQI+, propos transphobes, opposition à la constitutionnalisation de l'IVG : voici les

positions nauséabondes du nouveau gouvernement. Patrick Hetzel, n'a jamais caché son LGBTIphobie. Il déclare lors des débats à l'assemblée nationale sur le mariage pour tou·tes : *"Votre rédaction est dangereuse : elle nie l'évidence et elle nie la véritable altérité."*

En saisissant le Conseil constitutionnel en 2016, Catherine Vautrin s'est opposée à une loi qui visait à empêcher des sites anti IVG de propager de fausses informations aux personnes souhaitant interrompre leur grossesse. Le nouveau ministre de l'intérieur Bruno Retailleau s'est exprimé contre l'interdiction des thérapies de conversion, en reprochant au texte d'intégrer la notion d'identité de genre.

Ce dernier, ancien membre du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, laisse penser à un durcissement de la politique migratoire en France après la séquence de la loi immigration. Il est connu pour ses positions xénophobes, racistes et sécuritaires. Cela n'augure rien de bon quant à une nouvelle loi immigration, assez dure pour aller chercher le soutien du Rassemblement national dont le tandem Macron-Barnier a tant besoin pour exister.

**Pour imposer un autre projet pour l'école publique, SUD éducation appelle l'ensemble des personnels à participer à la grève interprofessionnelle du 1er octobre, à se rassembler dans les établissements pour discuter des perspectives de mobilisation contre ce gouvernement ultralibéral et réactionnaire. SUD éducation contactera aussi rapidement les autres organisations syndicales de l'Éducation nationale et de l'ESR afin de construire et renforcer l'unité pour faire face à ce gouvernement de combat.**